

## Communiqué de presse

Paris, le 14 octobre 2006

### **Les "Etats Généraux de la Prévention"\* sont une grand-messe superflue, faute de forces pour la Santé Publique : les MISp en grève !**

Les Médecins Inspecteurs de Santé Publique (MISP) demandent que soient immédiatement prises en compte dans le PLF 2007, des mesures pour l'existence même de la santé publique du pays qui a, paraît-il, le meilleur système de santé au monde.

Les Médecins Inspecteurs de Santé Publique (MISP), actuellement moins de 500, connaissent depuis des années, de graves difficultés de recrutement et d'exercice, qui ne suscitent qu'indifférence et promesses non tenues chez leurs ministres successifs. Les crises sanitaires (sang contaminé, amiante, ESB, canicule,) se succèdent, les mises en cause sont de plus en plus nombreuses, les mêmes causes se retrouvent toujours... mais les mesures prises sont toujours éphémères, destinées à colmater au coup par coup, les mécontentements ou à protéger par un rideau de fumée une organisation complexe, sans bras et sans compétences ou moyens techniques.

Les Médecins Inspecteurs de Santé Publique (MISP) vont manifester, aux Etats Généraux de la prévention, lundi, leur révolte face à cette attitude et lanceront un mot d'ordre de grève pour le 7 novembre.

Moins de 500 grévistes ? Mais plus une seule enquête sur une nouvelle crise sanitaire, sur une légionellose, plus une seule autorisation de fonctionner pour un service hospitalier, plus d'enquête sur des plaintes de patients, plus d'informations enregistrées vers l'INVS. Les Médecins des DRASS, des DDASS en grève ?

Leurs missions sont pourtant essentielles au service de la population et de l'Etat : veille épidémiologique et alerte sanitaire (méningites, légionelloses, intoxications alimentaires...), gestion des risques sanitaires (grippe aviaire, infections nosocomiales, bioterrorisme...) ou environnementaux (pollutions, canicule...) gestion, planification et organisation de l'offre de soins (établissements sanitaires, médico-sociaux), sécurité sanitaire (évaluation, contrôle, inspection, gestion des plaintes pour les établissements de soins...), conception et animation de plans et programmes de santé (cancer, nutrition, addictions, santé mentale, sida...).

Les MISp demandent, depuis 2000, des mesures destinées à les rendre plus efficaces : doublement de leur nombre, embauche de collaborateurs, garantie de l'indépendance professionnelle vis-à-vis des politiques.

Les MISp demandent que soient immédiatement prises en compte dans le PLF 2007, la création d'une filière et d'un statut unique pour tous les médecins de santé publique, valorisée au même niveau que celle des Praticiens Hospitaliers, garantissant l'indépendance professionnelle et donnant accès à des fonctions d'enseignement et de recherche. Cette filière doit permettre une carrière décroisée entre l'hôpital et les structures publiques diverses (Etat, collectivités territoriales, institutions), qui ont et auront de plus en plus besoin demain de compétences médicales en santé publique.

**Contacts: Dr B. Faliu ([bernard.faliu@libertysurf.fr](mailto:bernard.faliu@libertysurf.fr)) / Dr B. Broche ([broche@club-internet.fr](mailto:broche@club-internet.fr)) /  
Dr J. Le Moal ([jolemo@club-internet.fr](mailto:jolemo@club-internet.fr))**

---

\* 16 et 17 octobre 2006